



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

jpr/878

Arrêté du 12 janvier 2023 portant prescriptions complémentaires à la société ALSACHIMIE à Chalampe

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses livres II et V ;

VU les documents BREF auxquels sont soumises les installations, et notamment les BREF CWW, LVOC et WI pris en application de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022/141 du 18 mars 2022 portant approbation des SDAGE 2022-2027 des parties françaises des districts du Rhin et de la Meuse et arrêtant les Programmes pluriannuels de mesures correspondants ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er juin 2015 portant approbation du SAGE III Nappe Rhin révisé ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990, relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 27 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement

VU les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux rubriques (à autorisation et enregistrement) n°1510, 1434, 4330, 4331, 3110, et 2770 ;

VU les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux rubriques (à déclaration) n°1630, 2560, 2925, 4120, 4130, 4330, 4331, 4510 et 4511 ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risques chroniques) à la société RHODIA Opérations située à Chalampé en référence au titre 1er du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 (version confidentielle) portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société ALSACHIMIE pour le site situé à Chalampé (68490) et réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescriptions complémentaires à la Société RHODIA Opérations située à Chalampé ;

VU la version publique datée du 6 février 2020 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 susvisé ;

VU la demande d'adaptation des prescriptions transmise au préfet du Haut-Rhin par la société ALSACHIMIE le 31 juillet 2022 ;

VU le rapport du 15 novembre 2022 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté portant prescriptions complémentaires en date du 9 décembre 2022 ;

VU la réponse formulée par l'exploitant en date du 3 janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 susvisé, interdit à la société ALSACHIMIE tout rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sans distinction d'origine ou de nature ;

CONSIDÉRANT que les articles 25 et 43 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, permettent sous conditions et notamment en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 susvisé de procéder à des rejets directs ou indirects d'eaux pluviales dans les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990, prévoit la possibilité de rejet en eaux souterraines des eaux pluviales des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables même susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances dangereuse par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage, etc., moyennant un confinement et une analyse préalable au rejet ;

CONSIDÉRANT qu'aucune mention n'est faite dans les documents BREF susvisés en lien avec la gestion par infiltration des eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique¹ (PNACC2) de janvier 2019 promeut l'infiltration des précipitations, la désimperméabilisation et l'utilisation de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 susvisé prévoit dans ses orientations fondamentales et dispositions n° T5A-O5-D1 et T5B- O1.3 que d'une manière générale il convient de recourir le plus possible à la réutilisation, la récupération ou l'infiltration des eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT plus précisément que le SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027 susvisé, dans ses orientations fondamentales et dispositions n°T2 – O1.1 et T2 – O1.1 – D4 prévoit à la fois la réutilisation, ou l'infiltration des eaux pluviales dans les cas favorables tout en imposant des dispositions de réductions des risques de pollution induit par de telles pratiques ;

CONSIDÉRANT que le SAGE ILL NAPPE RHIN prévoit que d'une manière générale les rejets d'eaux de voiries doivent faire l'objet d'un traitement, et que des dispositifs de confinement soit mis en œuvre en cas de pollution accidentelle ;

CONSIDÉRANT que le site ne se situe pas dans une aire d'alimentation d'un captage en eau potable, ni à l'amont hydraulique d'une telle aire, l'aire la plus proche se situant à approximativement 8 km en aval latéral du site ;

CONSIDÉRANT que les arrêtés ministériels de prescriptions générales encadrant les activités soumises à autorisation du site, y compris l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, n'interdisent pas les infiltrations d'eaux pluviales en eaux souterraines,

CONSIDÉRANT que certains des arrêtés ministériels de prescriptions générales pouvant encadrer les activités soumises à déclaration du site, interdisent strictement les rejets en eaux souterraines,

CONSIDÉRANT qu'il existe au droit du site, un dispositif de rabattement des eaux souterraines, permettant de créer une dépression et une inflexion locale des écoulements des eaux souterraines de la nappe d'Alsace, permettant un confinement partiel des écoulements d'eaux souterraines au droit de la plateforme ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des éléments exposés ci-avant, il apparaît possible et souhaitable de modifier l'autorisation tout en encadrant les rejets.

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} - objet

La société ALSACHIMIE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé route départementale 52 à Chalampé (68490), est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations sises à Chalampé (68490).

Article 2 – Modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral	Références des articles dont les prescriptions sont	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
------------------------------------	---	--

	modifiées	
Arrêté préfectoral du 25 août 2016	Article 4.3.2	remplacée par l'article 3
Arrêté préfectoral du 25 août 2016	Article 4.3.11	abrogé
Arrêté préfectoral du 25 août 2016	Article 4.3.12	abrogé

Article 3 – Collecte des effluents

Les dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents à caractère industriel (eaux résiduelles, eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières, eaux de refroidissement, ...) dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. »

Article 4 - Définition des eaux pluviales et possibilité d'infiltration

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'eaux pluviales telles que définies ci-après :

- Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées dont l'infiltration est possible :
 - les eaux météoriques n'étant pas en contact avec des secteurs imperméabilisés susceptibles d'être pollués ou avec des fumées industrielles.
 - les eaux des toitures des bâtiments à vocation administratifs et tertiaires ou des surfaces imperméabilisées (toitures) issues des installations classées pour la protection de l'environnement n°1510, 2560, 2925 et 1185.
- Eaux pluviales susceptibles d'être souillées dont l'infiltration est possible :
 - les eaux pluviales recueillies sur les secteurs géographiques (y compris celles des toitures) abritant des installations classées pour la protection de l'environnement (sauf rubriques n°1510, 2560, 2925 et 1185) mentionnées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2021.
- Eaux pluviales susceptibles d'être souillées dont l'infiltration est interdite :
 - les eaux pluviales recueillies sur les secteurs géographiques abritant des installations classées pour la protection de l'environnement (hors magasins, bâtiments de maintenance et laboratoire stockant les produits dans les contenants dans lesquels ils sont commercialisés) soumis aux rubriques n° 4120, 4130, 4330, 4330, 4510, 4511.

Hors eaux pluviales sus-visées susceptibles d'être souillées dont l'infiltration est interdite les rejets en eaux souterraines sont autorisés dans les conditions définies dans les articles 5, 6 et 7, sans préjuger d'autres réglementations opposables aux installations.

Article 5 - Disposition communes à l'infiltration des eaux pluviales

L'infiltration des eaux pluviales de toute nature satisfait aux conditions minimales suivantes :

- **Conception et entretien des ouvrages d'infiltration :**
Le rejet doit être réalisé par un dispositif infiltrant conçu selon les normes en vigueur, curable et contrôlable. Il sera préféré des dispositifs d'infiltration naturalisés (noues filtrante, etc). Le dispositif est régulièrement entretenu et a minima une fois tous les deux ans. L'exploitant tient à jour un registre de l'entretien des ouvrages. Les déchets de curage sont compatibles avec la définition des déchets non dangereux inertes définis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations classées dédiées.
- **Confinement des eaux incendie :**
L'exploitant met en œuvre sur chacun des points de rejets en eaux souterraines un dispositif de confinement à actionner en cas d'évènement accidentel (épandage de matières dangereuses, mise en œuvre d'eaux pour l'extinction d'un incendie). Ce dispositif doit permettre l'isolement du rejet, et du dispositif d'infiltration, il est actionnable en toute circonstance, identifié, visible par les services d'intervention, maintenu en bon état, fait l'objet de test périodique. Une procédure écrite tenue à la disposition de l'inspection des installations classées reprend les éléments précités quant à la mise en œuvre de ces dispositifs d'isolement. L'exploitant veille à ce que la mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction ne soit pas incompatible avec l'intervention des services incendie il est notamment interdit d'utiliser comme rétention les voiries de desserte, ainsi que celles destinées à la circulation des engins de secours. Ces voies ne sont en aucun cas contaminées par les eaux d'extinction.
- **Démonstration de la faisabilité technique :**
Avant la mise en place d'un nouveau rejet en eaux souterraines, l'exploitant établit une étude d'impact préalable permettant de démontrer l'aptitude du sol et du sous-sol à l'infiltration des eaux pluviales, de déterminer la nature et l'origine des substances rejetées dans les eaux pluviales, de définir l'impact de l'infiltration sur la qualité des eaux souterraines, notamment eu égard aux éléments de conclusion du rapport de base du site ou tout autre diagnostic de pollution de sols afin d'éviter de remobiliser des pollutions pré-existantes. L'exploitant décrit également les caractéristiques et les performances attendues du dispositif d'infiltration à mettre en place.

Article 6 - Disposition spécifiques à l'infiltration des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées

L'infiltration des eaux pluviales non susceptibles d'être souillées satisfait aux conditions suivantes en plus de celles édictées à l'article 4 :

- L'étude d'impact visée à l'article 5 est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
- Dans les 6 mois suivant la mise en place du rejet, l'exploitant fait réaliser sous agrément (prélèvement sous accréditation, et mesure sous agrément) une mesure sur l'ensemble des paramètres de l'annexe II de l'Arrêté Ministériel du 2 février 1998 susvisé. Lorsque la mesure pour un paramètre est supérieure à la valeur la plus contraignante entre la Norme de Qualité Environnementale pour les eaux souterraines, et la norme de potabilité pour les eaux brutes, le flux d'eau pluviale sera considéré

comme une eau pluviale susceptible d'être polluée et devra être gérée dans les termes de l'article 7.

- Dans le cas où l'exploitant souhaiterait pouvoir mettre en œuvre un dispositif non filtrant, il lui appartiendra d'en demander l'autorisation au préalable, par la remise d'une étude technico-économique, qui devra avoir reçu une validation préfectorale avant mise en œuvre du dispositif. L'étude technico-économique devra s'attacher à démontrer l'impossibilité technique de mise en place d'un dispositif filtrant, ou une disproportion des coûts associés à sa mise en œuvre au vu du bénéfice environnemental associé

Article 7 - Disposition spécifiques à l'infiltration des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

En cas d'infiltration des eaux pluviales susceptibles d'être souillées autorisées à l'article 4, les conditions suivantes sont satisfaites en plus de celles édictées à l'article 5 :

- L'étude d'impact visée à l'article 5 est complétée d'un programme de surveillance des rejets, établi à l'éclairage de la liste des substances mentionnées à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, et des substances susceptibles d'être présentes sur la zone des eaux pluviales collectées. Cette étude est soumise pour validation au service de l'inspection des installations classées 3 mois avant la mise en œuvre du rejet. Le rejet ne pourra être autorisé que sur avis de l'inspection des installations par lettre préfectorale.
- Ces eaux doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) ou dispositif(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Elles ne peuvent être rejetées dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité tel que défini dans l'étude d'impact et si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin,
- L'effluent à infiltrer respecte les valeurs limites suivantes (lorsque des valeurs existent pour les paramètres recherchés) : Normes de Qualité Environnementale pour les eaux souterraines, et normes de potabilité eaux brutes. Les effluents qui excèdent les seuils prédéfinis doivent soit faire l'objet d'un retraitement, soit être rejetés aux réseaux eaux industriels du site, soit être éliminés en déchets dans les filières dûment autorisées. Par dérogation, et sous réserve de démonstration de l'absence d'impact de l'infiltration sur la qualité des eaux souterraines, le rejet pourra être autorisé suite à l'instruction de l'inspection des installations par courrier préfectoral avec des valeurs limites d'émission différentes pour les substances (relevant de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé) et les modalités de surveillance des eaux rejetées.

Article 8 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre 1^{er} du titre 7 du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 9 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chalampé pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Chalampé.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Chalampé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des Installations Classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société ALSACHIMIE.

À Colmar, le 12 janvier 2023

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.